

**ACTUALITE**

## **La blitzkrieg de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL)** **Des risques politiques plus que pétroliers**

L'avancée foudroyante dans les derniers jours de l'**Etat islamique en Irak et au Levant (EIL)** en Irak, avec notamment la prise de la ville de **Mossoul**, a résonné comme un coup de tocsin à Bagdad et dans plusieurs grandes capitales mondiales. L'EIL contrôlait déjà depuis quelque temps Falloujah et Ramadi et vient d'ajouter, outre Mossoul (la deuxième ville du pays), Baiji, Tikrit et certains secteurs de la province de Kirkouk. Au moment de la rédaction de ce texte, le 12 juin dans la matinée, l'EIL annonçait marcher vers Bagdad. Les **prix du pétrole** ont immédiatement été orientés à la hausse. Le 12 juin, vers 10h30 heure française, sur **ICE Futures**, le **Brent** de la mer du Nord avait passé le cap des **\$111 par baril** avec un gain de plus de un dollar pour le contrat de juillet 2014. Au même moment, sur **CME Group**, le **light sweet crude** s'établissait à plus de **\$105/b** pour le contrat de juillet suite à une hausse de \$0,95/b. Il est aisé de comprendre l'agitation des marchés et l'inquiétude des investisseurs étrangers au regard du potentiel pétrolier considérable de l'Irak.



Cette progression très rapide est un véritable camouflet pour le premier ministre, M. Nouri al-Maliki, son gouvernement et les forces de sécurité irakiennes. Elle met cruellement en lumière les faiblesses de ces forces et de ce pouvoir en dépit d'un investissement humain et budgétaire massif des Etats-Unis pendant de longues années. Elle fait planer une menace considérable pour la communauté internationale avec la possible constitution d'une zone, pour partie en Irak et pour partie en **Syrie**, qui serait contrôlée durablement par l'EIL, ce qui est évidemment l'un de ses objectifs.

A court terme (les événements peuvent évidemment évoluer très vite dans les prochains jours), ce séisme en matière politique et sécuritaire ne constitue pas une menace immédiate pour la production et les exportations pétrolières de l'Irak. Les réserves pétrolières irakiennes sont pour l'essentiel concentrées au sud du pays, dominé par les chiites, et au nord. L'EIL n'est pour l'instant pas du tout présent dans la partie sud. Quant au nord, on voit mal le **gouvernement régional du Kurdistan (GRK)** rester passif face à ce risque et la **région du Kurdistan irakien (RKI)** dispose de forces de sécurité très aguerries et fort efficaces, en particulier les fameux Peshmergas. En dehors de la zone contrôlée directement par le GRK, les principaux actifs pétroliers dans le nord sont le champ de **Kirkouk** et l'**oléoduc Kirkouk-Ceyhan**. On voit mal le gouvernement fédéral et le GRK, avec la coopération de leurs alliés occidentaux et de l'**Iran**, laisser le gisement de Kirkouk tomber entre les mains de l'EIL. Quant à l'oléoduc, comme expliqué dans notre section Irak dans ce numéro, il a fait l'objet de tellement d'attaques et de sabotages depuis le début mars que le pays n'exporte plus que par la voie du sud, c'est-à-dire les terminaux à terre dans la région du Golfe et en mer. L'EIL a certes pris le contrôle de la **raffinerie de Baiji**, ce qui pourrait aggraver la situation de la distribution de produits pétroliers à l'intérieur de l'Irak, mais le pays est un exportateur de brut et non de produits pétroliers et cette situation n'a donc pas d'impact sur le marché mondial.

Sur le plan intérieur irakien, **ces menaces renforcent la position du GRK**, qui n'a pas manqué l'occasion de critiquer vivement l'incapacité du gouvernement fédéral à protéger la population irakienne. Le GRK a aussitôt ajouté qu'il n'hésiterait pas à intervenir dans le nord de l'Irak, y compris en dehors de la RKI. Se posant en défenseur de l'ensemble du Kurdistan irakien, au-delà de la RKI qui est directement sous sa juridiction, le GRK accroît ainsi son pouvoir de négociation vis-à-vis de Bagdad et sa crédibilité internationale.

Francis Perrin

*Pour suivre l'évolution de la situation en Irak dans les prochains jours, voir notre site internet [www.stratener.com](http://www.stratener.com)*

## **Business as usual pour l'OPEP**

Tenue le 11 juin à Vienne en Autriche, la 165<sup>ème</sup> réunion de la Conférence ministérielle de l'OPEP s'est achevée le même jour sans surprise. L'organisation a décidé de maintenir son plafond de production de **30 millions de barils par jour**, qui correspond à son niveau actuel de production, et de prolonger le mandat de son secrétaire général, M. **Abdalla Salem el-Badri**, de six mois à compter du 1er janvier 2015.

Le maintien du niveau de production était attendu car les prix du pétrole restent élevés. Du 1<sup>er</sup> janvier au 10 juin, le prix moyen du **panier OPEP** a dépassé **\$104 par baril**, contre \$105,87/b pour l'ensemble de 2013, \$109,45/b en 2012 et \$107,46/b en 2011. En mai 2014, la moyenne était de \$105,44/b. Un tel niveau de prix est fort intéressant pour les producteurs. De plus, certains éléments du paysage économique et pétrolier mondial sont plutôt positifs. La croissance économique pourrait atteindre 3,4% cette année, contre +2,9% en 2013 ; les Etats-Unis se portent mieux ; l'Union européenne est sortie de la récession même si ses perspectives économiques à court terme sont peu brillantes ; le Japon a tiré un peu profit de son plan de relance ; et la demande pétrolière mondiale augmenterait de 1,1 million de b/j en 2014 pour atteindre **91,1 Mb/j**, selon l'OPEP.

Il n'y a évidemment pas que des bonnes nouvelles. Parmi les principaux motifs de préoccupation pour l'OPEP figurent la progression de la **production non-OPEP**, qui augmenterait de 1,4 Mb/j à **55,58 Mb/j** en 2014, toujours selon les projections de l'organisation. Dans le court terme et le moyen terme, le dynamisme de la **production nord-américaine** (Etats-Unis et Canada, la production du Mexique étant elle en baisse) liée aux pétroles non conventionnels et la montée en puissance des capacités du **Brésil**, grâce à l'offshore profond et très profond, et du **Kazakhstan**, lorsque le champ supergéant de **Kashagan** sera remis en production (sans doute au début 2015), sont des réalités qu'il faudra bien prendre en compte. Et, *last but not least*, au sein de l'OPEP, **l'Irak** a engagé depuis quelques années un fort développement de ses capacités de production et d'exportation et **l'Iran** entend faire de même si ce pays obtient en 2014 la levée des sanctions occidentales qui pèsent lourdement sur son secteur des hydrocarbures depuis de nombreuses années. La **Libye** produit très en deçà de ses capacités du fait de ses problèmes politiques et sécuritaires mais, en cas de retour au calme (quand ?), elle serait elle aussi en mesure de mettre beaucoup plus de brut sur le marché. En bref, l'offre pétrolière mondiale est abondante et devrait le rester à court et à moyen terme. De plus, les **stocks pétroliers dans les pays OCDE** sont "*confortables*", selon l'organisation. La situation actuelle est très satisfaisante pour les producteurs mais les années à venir pourraient être plus difficiles.

Secrétaire général de l'OPEP depuis 2007, M. el-Badri a vu une nouvelle fois son mandat prolongé. Lors de la 164<sup>ème</sup> réunion de la Conférence de l'OPEP, en décembre 2013, cette prolongation avait été d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Cette fois-ci, elle n'est que de six mois. Cela dit, la question du choix du secrétaire général est tellement délicate au sein de l'OPEP [pour les présidents de la Conférence, il y a une rotation entre l'ensemble des Etats membres, ce qui permet d'éviter ce type de psychodrame. Le président actuel est M. Omar Ali ElShakmak, ministre du Pétrole et du Gaz par intérim de la Libye] que rien ne garantit qu'un accord sera possible d'ici la mi-2015 [la prochaine Conférence de l'OPEP se tiendra le 27 novembre 2014]. Le choc des égos entre certains poids lourds de l'organisation n'est pas près de disparaître comme par enchantement.

Francis Perrin

## Capacités de production et d'exportation de l'Iran : A la hausse toute

Comme **Pétrole et Gaz Arabes** (PGA) l'a souligné à plusieurs reprises dans cette rubrique Actualité, l'Iran a de grandes espérances en matière d'augmentation de ses capacités de production et d'exportation dans le secteur des hydrocarbures et de la pétrochimie. Le pays dispose évidemment d'un potentiel considérable ; il espère se débarrasser rapidement du boulet des sanctions internationales ; et il entend se préparer très activement pour être le moment venu, c'est-à-dire le lendemain de la levée des sanctions, en ordre de bataille grâce à des investissements accrus par ses acteurs nationaux et à une plus grande attractivité vis-à-vis des compagnies pétrolières internationales, en particulier les plus importantes d'entre elles.

L'accord provisoire de Genève, signé en novembre 2013, a déjà donné un peu d'air à l'Iran avec, notamment, la possibilité de développer ses **exportations de produits pétrochimiques**. Téhéran contrôle depuis plusieurs années un important secteur industriel dans ce domaine et ses ambitions ont été revues à la hausse de façon très significative dans la période toute récente. La capacité de production nationale est estimée à environ **60 millions de tonnes par an** aujourd'hui - le taux d'utilisation de cette capacité serait de 68% - et la **National Petrochemical Company** (NPC) n'hésite pas à présent à évoquer un objectif de **180 millions de tonnes par an** pour l'avenir, soit un triplement du niveau actuel. Pour la NPC, cet accroissement impressionnant proviendrait de l'achèvement de 60 projets pétrochimiques en cours de réalisation et du développement de 36 projets nouveaux. Le coût de ces 36 projets est évalué à **\$41 milliards**. La NPC entend faire de l'Iran le plus gros producteur pétrochimique au Moyen-Orient alors que son rang est aujourd'hui le deuxième, derrière l'**Arabie Saoudite**.

L'Iran a reconnu qu'il avait besoin d'importer de l'**essence** et a préféré arrêter la production de ce carburant à partir de ses usines pétrochimiques, une sage décision du point de vue environnemental. Mais l'expansion en cours de ses capacités de raffinage devrait prochainement lui permettre de devenir autosuffisant puis exportateur. L'achèvement de la raffinerie de condensats de **Persian Gulf Star** sera décisive à cet égard. L'Iran produit actuellement, selon les données officielles, **60 millions de litres par jour** d'essence et sa consommation devrait atteindre **70 MI/j** au cours de l'année 2014-2015, qui se terminera en mars 2015. Après la fin des travaux sur cette raffinerie, prévue pour le début 2016, la capacité de production d'essence bondirait à **96 MI/j** et des exportations **d'au moins 20 MI/j** sont envisagées. Plus globalement, la **capacité de raffinage** du pays devrait passer de **1,6-1,8 million de b/j** à **3 Mb/j** dans les quatre prochaines années, dont 2 Mb/j pour le pétrole et 1 Mb/j pour les condensats.

Comme précisé antérieurement dans cette section, l'Iran entend porter à **5,7 millions de barils par jour** sa capacité de production de pétrole et de liquides dans les trois à quatre prochaines années. Sa capacité de production gazière atteindrait **1 milliard de mètres cubes par jour** dans quatre ans. Sur cette base, le ministre du Pétrole, M. Bijan Namdar Zanganeh, a évoqué une capacité d'exportation de gaz de **80 milliards de mètres cubes par an** à partir de 2021.

Cette avalanche de chiffres donne le tournis et il est probable que le calendrier affiché ne sera pas toujours tenu. Mais Téhéran prend date avec les consommateurs et avec les producteurs et son message est clair et constant : nous allons revenir sur les marchés pétroliers, gaziers et pétrochimiques et nous entrerons, ou entrerons à nouveau, par la grande porte.

Francis Perrin